

peut se faire une idée exacte de la situation économique des vieilles personnes que si l'on s'informe au moyen d'un sondage de la nature exacte de leurs rapports avec leur parenté et leurs amis<sup>14</sup>. Il faut disposer de ces renseignements si les organisateurs de programmes sont appelés à apporter la sécurité économique aux personnes âgées tout en assurant un maximum de satisfaction au particulier à un coût minimum sur le plan matériel et social.

Si nous considérons que le montant de \$1,700 représente, comme l'implique l'annotation de M. Jenness, le budget minimum type d'une personne et si nous comparons ce chiffre avec le revenu moyen des vieilles personnes seules, soit environ \$1,458, et même, ce qui est encore plus révélateur, avec le revenu médian des personnes appartenant à cette catégorie, soit environ \$829, il semble évident que les personnes âgées qui ne peuvent compter que sur leurs propres ressources ne sont aucunement en mesure de suffire à leurs besoins les plus courants. Dans le cas des familles dont le chef a plus de 65 ans, on ne peut tirer aucune conclusion formelle sans avoir plus de données sur la composition des familles en question.

### Priorités et valeurs

Nous avons mentionné précédemment qu'il était nécessaire de déterminer les programmes de maintien du revenu des vieillards d'après le programme social et économique du Canada. Même dans le domaine des mesures sociales, sans omettre la demande qu'il y a pour une aide financière plus grande en matière d'éducation, de services de santé et de sécurité sociale, il sera peut-être nécessaire de déterminer des priorités. Il est évident qu'il doit y avoir une certaine intégration en ce qui concerne la structure du fondement économique de ces différents programmes. Quant à savoir, vu la situation économique solide du Canada et les perspectives qu'elle laisse entrevoir, si le problème se résume aux questions de priorités, cela devra être défini en prenant pour critère le coût, ou mieux encore le coût supplémentaire net, de ces programmes qui sont subordonnés aux possibilités présentes et futures de l'économie de notre pays.

Il est possible que le coût supplémentaire net de ces programmes soit amorti sans établir de priorités par ordre chronologique et que la décision, par conséquent, soit une question de degré des priorités dans chacun des programmes plutôt qu'une question de priorité des programmes eux-mêmes.

De toute façon, les décisions à prendre au sujet des questions de priorité requièrent une estimation des valeurs que notre société attache à ses différents objectifs et fonctions, en plus de la difficulté qu'il y a d'établir une distinction rationnelle entre la mise de fonds et la consommation qui ressortissent au domaine économique. Ce dernier concept n'est certainement pas très clair pour ce qui est de son application; ni la santé, ni l'éducation, par exemple, ne peuvent être considérées uniquement comme des biens placés dans le capital humain au sens économique du terme. Les deux renferment un élément de grande satisfaction et d'utilité dont jouit le particulier. Les services éducatifs, par exemple, sont utilisés par quelques

<sup>14</sup> Quelques-unes des questions ayant trait à ces enquêtes ont été débattues par Dorothy Cole au mois de juillet 1957 lors du 4<sup>e</sup> congrès de l'Association internationale de gérontologie—Voir aussi *The Family Life of Old People* de P. Townsend, publié à Londres en 1957.